



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la région Nouvelle-Aquitaine sur le projet
de révision du schéma de cohérence territoriale (SCoT)
de la communauté d'agglomération Royan Atlantique
(Charente-Maritime)**

n°MRAe 2020ANA43

Dossier : PP-2020-9401

Porteur du plan : Communauté d'agglomération Royan Atlantique
Date de saisine de l'Autorité environnementale : 8 janvier 2020
Date de consultation de l'Agence régionale de santé : 13 janvier 2020

Préambule

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Conformément au règlement intérieur du CGEDD et aux règles internes à la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 8 avril 2020 par délibération de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine.

Ont participé à la commission collégiale : Bernadette MILHÈRES, Hugues AYPHASSORHO, Françoise BAZALGETTE, Gilles PERRON, Jessica MAKOWIAK.

Chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

N'ont pas participé : Freddie-Jeanne RICHARD.

Table des matières

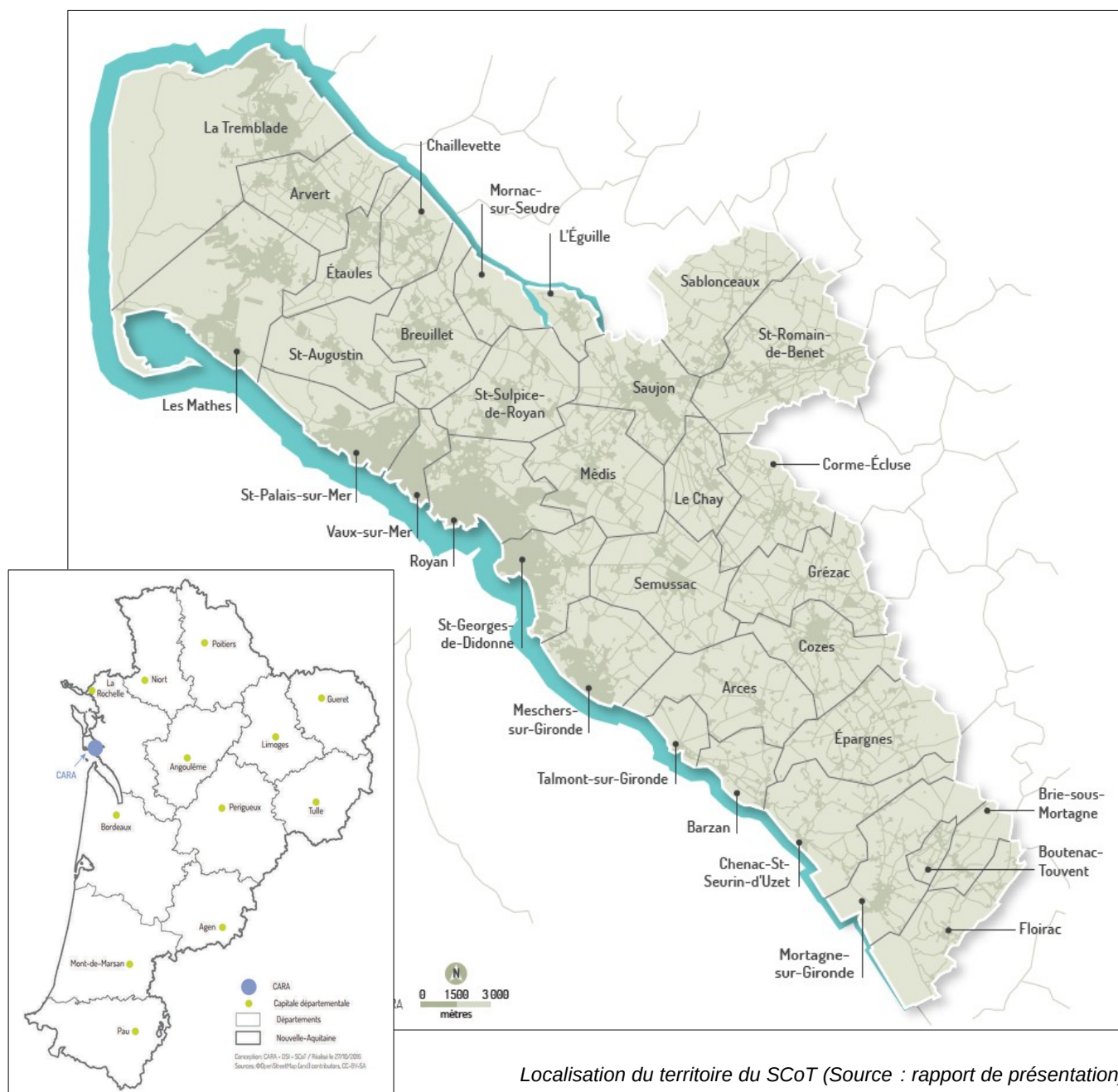
I. Contexte et objectifs généraux du projet.....	3
II. Contenu du rapport de présentation et qualité des informations qu'il contient.....	4
A Remarques générales.....	4
B Diagnostic socio-économique et analyse de la consommation d'espaces.....	4
1 Démographie.....	5
2 Logements.....	5
3 Équipements.....	6
4 Infrastructures et déplacements.....	6
5 Activités économiques et emploi.....	7
6 Consommation d'espaces.....	7
C Analyse de l'état initial de l'environnement, perspectives de son évolution.....	8
1 Milieu physique et hydrographie.....	8
2 Principaux milieux, protections réglementaires et mesures d'inventaire des milieux.....	8
3 Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques.....	8
4 Paysage.....	9
5 Ressource en eau et gestion de l'eau.....	9
6 Risques naturels et technologiques, nuisances.....	11
7 Émissions de gaz à effet de serre et gestion des besoins énergétiques.....	11
D Explications des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs.....	11
1 Scénarios de référence.....	12
2 Structuration du territoire, projet démographique et développement de l'habitat induit.....	12
3 Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.....	14
4 Prise en compte de l'environnement.....	15
5 Prise en compte des attendus de la loi Littoral.....	17
III. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale.....	18

I. Contexte et objectifs généraux du projet

Le présent avis de la Mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur la révision du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la communauté d'agglomération Royan Atlantique approuvé le 25 septembre 2007. Ce SCoT avait été élaboré et approuvé sur un périmètre de 31 communes situées à l'ouest du département de la Charente-Maritime en façade atlantique.

La révision du SCoT a été engagée le 27 mai 2016 sur le périmètre actuel de la communauté d'agglomération Royan Atlantique qui, après l'intégration de trois communes (Corme-Ecluse, Sablonceaux et Saint-Romain-de-Benet) en 2013 et la fusion de deux communes (Saint-Romain-sur-Gironde avec Floirac) en 2018, couvre 33 communes sur une superficie de 60 400 hectares. Le territoire du SCoT comptait 82 277 habitants en 2016 dont 18 398 habitants à Royan.

Le territoire comprend 21 communes riveraines de l'océan Atlantique, de la Seudre ou de l'estuaire de la Gironde, qui sont concernées par les dispositions de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite « loi Littoral ».



Les principaux objectifs portés par le SCoT à l'horizon 2040 au sein du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) sont explicités de la manière suivante :

- Accueillir 20 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2040,
- Parvenir à un développement plus équilibré du territoire,
- Conforter et améliorer la qualité de vie des habitants,
- Concilier la protection des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité avec le développement de l'urbanisation,
- Consolider l'attractivité économique en utilisant les atouts du territoire,
- Affirmer une identité intercommunale.

En application des dispositions de l'article L.104-1 du Code de l'urbanisme, le SCoT de la communauté d'agglomération Royan Atlantique a fait l'objet d'une évaluation environnementale permettant d'évaluer ses incidences sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser ses incidences négatives. Cette évaluation environnementale est soumise à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe), objet du présent document.

II. Contenu du rapport de présentation et qualité des informations qu'il contient

A Remarques générales

Eu égard à son volume, le rapport de présentation est scindé en deux tomes. Chaque tome fait l'objet d'un sommaire et d'une pagination indépendante. Un sommaire unifié permettrait de faciliter l'appréhension des différentes thématiques étudiées et une localisation rapide des informations recherchées.

La MRAe note avec intérêt que le rapport conclut les thématiques étudiées par un tableau de synthèse des atouts, des faiblesses, des opportunités et des menaces, facilitant la compréhension des enjeux. **Ces synthèses n'étant toutefois pas systématiques, la MRAe recommande d'améliorer le rapport de présentation par l'ajout de ces synthèses pour chacune des thématiques.**

Le rapport de présentation comprend de nombreuses cartographies permettant d'illustrer les développements. En revanche, plusieurs cartes sont accompagnées de légendes illisibles¹. **La MRAe recommande de soigner la qualité des légendes afin de faciliter l'appropriation par le public des informations qui y sont contenues.**

Le rapport ne comprend aucune description des documents d'urbanisme en vigueur et en projet. Cette information est nécessaire pour une bonne compréhension des effets attendus du SCoT et des enjeux liés à sa mise en œuvre. **La MRAe recommande de compléter le rapport de présentation par un état des lieux des documents d'urbanisme locaux, existants et en projet.**

Le résumé non technique figure dans la partie 4 du tome 2 intitulée "évaluation environnementale" sans apparaître dans le sommaire. La MRAe recommande d'identifier clairement dans le sommaire une partie spécifiquement consacrée au résumé non technique pour en faciliter l'accès. En outre, le résumé non technique proposé ne reprend que les éléments thématiques de l'état initial de l'environnement et de l'analyse des incidences du SCoT sur ces thématiques. Il est par conséquent incomplet et devra traiter de l'ensemble des éléments contenus dans le rapport de présentation pour permettre un accès pédagogique à l'ensemble du dossier. Il ne contient en outre qu'une seule illustration.

La MRAe rappelle que le résumé non technique est un élément essentiel de l'évaluation environnementale, destiné en particulier à permettre au public de prendre connaissance, de manière claire et accessible, du projet et de ses effets sur l'environnement. Elle recommande de mieux identifier le résumé non technique et d'améliorer fortement le document pour faciliter l'accès du public à l'information.

Le système d'indicateurs proposé couvre les principales thématiques du SCoT et devrait donc permettre de faciliter son suivi. Le rapport mentionne que l'état « zéro » des indicateurs sera renseigné au moment de l'approbation du SCoT. Il aurait été opportun d'intégrer les valeurs de départ des indicateurs et de prévoir ensuite leur actualisation afin de s'assurer de l'accessibilité et de la disponibilité de la donnée.

1 Rapport de présentation tome 1 pages 232 et 261 par exemple

B Diagnostic socio-économique et analyse de la consommation d'espaces

Le diagnostic s'appuie sur des données trop anciennes. Les données utilisées datent en effet de 2006, 2008 et 2013. Une actualisation de ces données pour certaines thématiques permet toutefois de confirmer les tendances passées. Il est néanmoins nécessaire de réactualiser l'ensemble des données. Au-delà, le dossier présenté constituant une révision du SCoT actuel, une présentation de son bilan, en termes d'atteinte des objectifs qu'il s'était initialement fixé, serait à intégrer.

1 Démographie

Le territoire du SCoT Royan Atlantique comptait 81 036 habitants permanents en 2013 (82 277 habitants en 2016). En période estivale, le dossier indique que la population triple globalement sur le territoire du SCoT (données 2006) et qu'elle est multipliée par 4,5 sur le secteur de La Tremblade au nord-ouest du territoire.

La population est majoritairement concentrée sur le littoral, autour de Royan et de la commune de La Tremblade, ainsi que sur la commune de Saujon au nord, station thermale située à proximité des grands axes de circulation. Le sud du territoire du SCoT compte 9 % de la population. Cette répartition de la population est restituée sous forme d'une illustration², sans que des données précises sur le nombre d'habitants par commune ne soient associées.

Le territoire connaît une croissance continue de la population depuis 1968 qui résulte d'un solde migratoire positif démontrant l'attractivité du territoire, malgré un solde naturel constamment négatif. La croissance démographique enregistrée globalement sur le territoire du SCoT est de +0,8 % entre 2008 et 2013.

Le dossier ne fournit cependant aucune information sur la répartition des dynamiques démographiques rencontrées au sein du territoire du SCoT.

Les évolutions démographiques et leurs contrastes ne sont pas présentés dans le rapport. La seule représentation graphique à l'échelle du territoire du SCoT, datant de 2013, ne permet pas de connaître l'évolution précise et actuelle des communes. Un tableau des évolutions démographiques communales serait utile.

La MRAe estime nécessaire de présenter les données démographiques de manière à permettre l'appréhension des phénomènes socio-démographiques passés, ainsi que l'attractivité contrastée du territoire à l'échelle communale.

Le territoire enregistre par ailleurs un vieillissement marqué de la population lié en particulier au départ des jeunes vers d'autres territoires, phénomène amplifié par l'apport migratoire d'une population âgée en majorité de 55 à 65 ans, caractéristique des communes littorales attractives. En 2016, la population âgée de plus de 60 ans correspond à 46,4 % de la population. Selon les chiffres de l'INSEE 2016 (relevés par la MRAe), le taux départemental de la Charente-Maritime est de 33,6 %. Le rapport de présentation fait état en outre d'une taille des ménages en baisse continue passant de 2,2 personnes par ménage en 1999 à 2 personnes en 2013. La MRAe constate la poursuite de cette baisse à 1,9 personnes en 2016, d'après l'INSEE.

2 Logements

Le parc de logements est en constante augmentation depuis 1968, avec un rythme de 900 à 1 000 logements construits par an. En 2013, le parc de logements comptait 77 379 logements (80 157 logements en 2016).

Les résidences secondaires occupent une part particulièrement importante du parc de logements avec 44 % du parc en moyenne sur le territoire, soit 34 000 résidences secondaires en 2013. Le poids des résidences secondaires varie fortement selon les communes (de 8 % et 80 %). Les communes littorales de Saint-Palais sur-Mer, Saint-Georges-de-Didonne et de Vaux-sur-Mer enregistrent des taux d'environ 65 %. La commune de Les Mathes, notamment le secteur de La Palmyre, atteint 80 % de résidences secondaires.

Le diagnostic ne fournit en revanche aucune information concernant la vacance des logements. Selon les données de l'INSEE, non présentées dans le dossier, le taux de logements vacants s'élève globalement à 4,8 % en 2016 sur le territoire du SCoT.

La MRAe considère qu'il y a lieu de compléter le diagnostic par une analyse qualitative et quantitative des logements vacants par commune, ainsi qu'une cartographie adaptée pour permettre d'appréhender la répartition de cette vacance, ses disparités éventuelles et ses évolutions sur le territoire.

Le dossier fait apparaître une faible part du logement social qui représente seulement 2,7 % du parc de logements total, Royan concentrant la majorité de l'offre.

2 Rapport de présentation tome 1 page 57

L'analyse des densités³ d'urbanisation montre de fortes disparités au sein du territoire de SCoT. Le secteur de Royan / Saint-Georges-de-Didonne / Vaux-sur-Mer présente en effet une densité moyenne d'urbanisation de 25 logements par hectare alors que les densités rencontrées dans les communes rurales du sud du territoire sont proches de 5 logements par hectare. Le secteur de la presqu'île d'Arvert au nord affiche une position intermédiaire avec une densité moyenne de l'ordre de 15 logements par hectare.

La MRAe recommande de compléter ce diagnostic par une caractérisation du besoin en logements et de la capacité de la population locale à se loger au regard du coût du foncier et de la faiblesse du taux de logement social.

3 Équipements

Le rapport indique le niveau d'équipement du territoire en matière d'enseignement, de pratiques sportives, de culture, de santé et de services. Il explique que, si l'offre en équipements est globalement satisfaisante sur le territoire, elle est inégalement répartie. Un tiers des équipements se concentre en effet sur les communes de Royan, Saint-Georges-de-Didonne et Vaux-sur-Mer. Les communes du sud du territoire sont les moins bien dotées. Les communes de La Tremblade, Meschers-sur-Gironde, Saint-Georges-de-Didonne, Saint-Palais-sur-Mer et Vaux-sur-Mer disposent d'équipements permettant de répondre aux besoins de la population permanente mais également saisonnière.

Ces disparités en termes de répartition entraînent des inégalités d'accès aux équipements sur le territoire. Il est également fait état de problèmes d'accès à « certains » équipements qui ont été implantés à l'écart des zones urbaines. Sont évoqués en complément des enjeux de mutualisation des équipements pour le territoire du SCoT, mais le dossier ne permet pas d'identifier ceux qui sont concernés.

Le rapport de présentation contient des éléments très synthétiques sur cette thématique qui mériterait d'être complétée par des informations et des explications plus précises et illustrées. Le rapport ne présente par exemple aucun élément permettant de localiser et de quantifier les équipements par commune, ni les différents secteurs à enjeux pour le territoire.

La MRAe recommande de compléter le rapport par des données plus précises sur les différents équipements du territoire, ainsi que sur leur fréquentation. Il s'agit de permettre d'élaborer une stratégie territoriale pour mettre en adéquation les équipements existants et à venir avec les besoins des populations, y compris en période estivale, et de mutualiser leur utilisation.

4 Infrastructures et déplacements

Les développements concernant la mobilité manquent de précision et auraient pu bénéficier de l'illustration⁴ des infrastructures principales de transport donnée au chapitre 1 du tome 1. Le rapport indique que la majorité des déplacements s'effectue à l'intérieur du territoire du SCoT, notamment à destination de Royan, les déplacements en voiture individuelle représentant 75 % des déplacements.

Le rapport présente les trois axes routiers principaux (les routes départementales RD 733 et RD 730, et nationale RN 150) qui permettent de connecter Royan à Saintes, Rochefort et Bordeaux. L'afflux massif de populations en période estivale entraîne une saturation du réseau routier, notamment de la route départementale RD 25 qui longe le littoral. Le dossier ne permet cependant pas d'appréhender les difficultés de déplacement affectant notamment les trajets pendulaires, en particulier en haute saison. **La MRAe recommande de détailler la fréquentation du réseau routier, y compris en période estivale, ainsi que les contraintes qu'il connaît afin de dégager les enjeux en termes de mobilité.**

La part des déplacements en bus ne représente que 2,1 % des déplacements avec un réseau comprenant des lignes régulières et deux lignes estivales. Le territoire est inégalement desservi par ces lignes de bus et l'offre de transport s'avère insuffisante en période estivale. Dans les secteurs les plus ruraux, au sud du territoire, des réseaux de transports à la demande sont mis en place pour compléter l'offre.

Le vélo représente seulement 1,7 % des déplacements, avec un maillage cyclable faible. Le rapport indique en effet un réseau « hétérogène et discontinu » développé au regard essentiellement des déplacements touristiques et de loisirs et fournit une carte⁵ des itinéraires touristiques existants. Il est indiqué qu'un schéma des aménagements cyclables à l'échelle du territoire est en cours d'élaboration sans qu'aucune information issue de ce schéma ne soit présentée. **La MRAe recommande de compléter cette thématique par les éléments d'analyse issus du diagnostic du schéma des aménagements cyclables, qui a déjà été réalisé.**

3 Rapport de présentation tome 1 page 327

4 Rapport de présentation tome 1 page 51

5 Rapport de présentation tome 1 page 101

La ligne ferroviaire TER « Royan-Saintes », qui permet de raccorder le territoire à la ligne Paris-Bordeaux, dessert les gares de Royan et de Saujon. **La MRAe recommande de compléter le rapport par des données sur la fréquence de desserte de cette ligne et sa fréquentation.** Le rapport évoque le pôle d'échanges multimodal de la gare de Royan et le projet de pôle multimodal de la gare de Saujon. Aucune information n'est donnée quant à la capacité en stationnement et l'accessibilité à ces pôles pour les bus et les modes actifs (essentiellement marche et vélo). **La MRAe recommande de compléter le rapport par la description de ces pôles d'échanges multimodaux.**

Le diagnostic devant permettre d'appréhender l'adéquation des offres de transport avec les besoins du territoire, la MRAe recommande de préciser les principaux dysfonctionnements identifiés en matière de déplacements. Une cartographie des secteurs à enjeux permettrait de faciliter leur prise en compte par le projet de SCoT.

5 Activités économiques et emploi

Selon le rapport, la zone d'emploi de Royan comptait 27 600 emplois en 2011 dont 75 % des emplois dans le secteur tertiaire, avec un lien fort avec la sphère économique présente. La MRAe recommande de présenter clairement les données pour l'ensemble du territoire. Selon le rapport, le nombre d'emplois sur le territoire du SCoT Royan Atlantique, en hausse depuis 1999, stagne depuis 2010. La commune de Royan est le principal pôle d'emploi du territoire.

Le rapport explique que les activités économiques dépendent fortement du tourisme. L'emploi touristique, marqué par sa saisonnalité, représente en moyenne 13 % de l'emploi sur le territoire et 23 % de l'emploi en période estivale, notamment dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement touristique. Le diagnostic montre que l'activité touristique, essentiellement balnéaire, pourrait se développer vers un tourisme rural complémentaire.

Le territoire du SCoT comprend 27 zones d'activités économiques (ZAE) réparties sur 268 hectares. Si la carte de localisation de ces zones d'activités permet d'appréhender leur répartition sur le territoire, elle ne permet pas d'identifier précisément la surface de chacune de ces zones. Le rapport évalue par ailleurs que 13,4 hectares étaient encore disponibles dans les zones d'activités en 2017. Le taux de vacance de ces zones doit être précisé en complément. Il serait utile de compléter les développements avec la localisation des espaces les moins mobilisés et d'apporter un éclairage sur les raisons de ces situations. Deux réserves foncières pour le développement des activités économiques, représentant 26 hectares, sont évoquées en complément sur les communes de Saint-Romain-de-Benet et Grézac.

Par ailleurs, l'agriculture, avec 5,8 % des emplois en 2010, représente une part relativement faible de l'emploi sur le territoire, équivalente toutefois à la moyenne départementale de la Charente-Maritime. Les secteurs agricoles se situent majoritairement au centre et au sud du territoire. L'agriculture concerne notamment la production céréalière et viticole (en lien notamment avec les appellations Cognac et Pineau des Charentes), l'élevage, l'ostréiculture et le maraîchage. L'élevage permet de valoriser les terres à faible valeur agronomique telles que les marais humides.

La MRAe estime nécessaire de présenter les données économiques actualisées de manière à permettre la compréhension de la dynamique économique et de ses composantes.

6 Consommation d'espaces

L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles, et forestiers est présentée sur la période 1999 – 2014, soit sur 15 années. Le rapport de présentation estime que 1 155 hectares de terrains naturels, agricoles ou forestiers ont été consommés globalement sur le territoire avec un rythme de 110 ha par an entre 1999 et 2006, puis de 47 ha par an entre 2006 et 2014.

Sur la période 1999 – 2014, le rapport de présentation précise que le développement de l'habitat s'est réalisé principalement sous forme d'extension urbaine sur les espaces naturels, agricoles et forestiers en ne mobilisant que 320 hectares (37 %) en densification des espaces bâtis contre une consommation de 535 hectares en extension (63 %). Les activités économiques ont quant à elles nécessité la mobilisation de 88 hectares en extension, les équipements 111 hectares et les bâtiments agricoles 56 hectares. En outre, 39 hectares ont été consommés pour les hébergements touristiques⁶.

Il est également indiqué une tendance récente du territoire à la densification des espaces urbanisés plutôt qu'à une extension de l'urbanisation en continuité des zones urbaines.

6 Il est à noter que la somme des chiffres de ce paragraphe donne un total de 1149 ha et non 1155 ha, comme indiqué dans le dossier

Si le rapport⁷ permet d'appréhender de façon globale la répartition spatiale de cette consommation d'espaces sur le territoire du SCoT, ainsi que la répartition de la consommation foncière des espaces à vocation d'habitat et d'équipements, l'échelle de représentation cartographique est inappropriée pour une information détaillée.

La MRAe recommande d'une part, de fournir les représentations cartographiques à une échelle adaptée pour une information détaillée et d'autre part, de compléter le rapport par des cartes similaires permettant de visualiser la répartition pour les autres types d'occupation du sol. En outre, le rapport ne permet pas de distinguer précisément les enveloppes urbaines initiales de chacune des communes, ni la répartition de la consommation d'espaces entre densification et extension par rapport à ces enveloppes urbaines.

C Analyse de l'état initial de l'environnement, perspectives de son évolution

1 Milieu physique et hydrographie

Le territoire du SCoT est situé entre les estuaires de la Gironde et de la Seudre et comprend une large façade océanique. Son réseau hydrographique est dense. Il est en effet fortement marqué par la présence des fleuves, leur estuaire, les cours d'eau associés, ainsi qu'une douzaine de marais doux et salés couvrant près de 6 200 hectares. Certains marais sont des marais périurbains.

Le territoire est de faible altitude mais présente toutefois un relief de crêtes boisées, de coteaux viticoles au sud et de plaines agricoles vallonnées en arrière pays.

2 Principaux milieux, protections réglementaires et mesures d'inventaire des milieux

Le territoire du SCoT Royan Atlantique présente une grande variété de milieux naturels, avec des milieux littoraux (falaises, dunes littorales, plages, estran, etc.), des milieux humides (cours d'eau, vallées humides, prairies humides, boisements, marais), ainsi qu'une mosaïque de milieux comprenant des pelouses sèches calcicoles, des forêts et des boisements, des ensembles bocagers et des vignes. **La MRAe recommande de compléter le rapport par une description détaillée des milieux littoraux présents sur le territoire et de leur vulnérabilité.** Le contexte hydrographique est très favorable à la présence de zones humides. Le réseau hydrographique assure la continuité écologique pour les migrateurs amphihalins⁸.

Ces milieux sont soumis à des pressions anthropiques fortes liées à l'urbanisation, aux activités agricoles intensives et aux activités touristiques balnéaires.

Le territoire comprend en outre de très nombreux secteurs faisant l'objet de mesures de protection réglementaire ou d'inventaire. À cet égard, le rapport de présentation dénombre neuf sites Natura 2000, vingt-quatre zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), deux arrêtés préfectoraux de protection de biotope et le parc naturel marin (PNM) de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis.

Le rapport propose une cartographie des périmètres des espaces protégés par catégorie de protection et d'inventaire, ainsi qu'une carte de synthèse regroupant l'ensemble de ces périmètres sur le territoire du SCoT. **La MRAe recommande de présenter également les espaces protégés par le conservatoire du littoral qui sont évoqués dans la partie « évaluation environnementale ».**

La description des sites Natura 2000 apparaît toutefois insuffisante. Il est indispensable de reprendre le rapport en la matière et de le compléter avec une présentation exhaustive des différents sites, de leur vulnérabilité et des enjeux de préservation des habitats et espèces qui en ont justifié la désignation. De plus, le rapport renvoie la présentation détaillée des ZNIEFF en annexe (partie 8). Cependant, cette partie 8 ne figure pas dans le dossier présenté. **La MRAe recommande de compléter le rapport par une description détaillée de ces sites et de leurs enjeux de préservation dans le rapport de présentation.**

Certains de ces milieux naturels ne disposent pas de protection réglementaire particulière alors qu'ils constituent un enjeu pour le territoire. Le rapport de présentation cartographie toutefois clairement les périmètres de ces milieux (Marais de Pontailac, bocages d'Arvert, de Saujon, et de Sablonceaux, bois d'Etaules, de Champagnole et de Sablonceaux, forêt de la lande et vallée de la Seudre).

Le rapport évoque également la présence d'espaces naturels sensibles (ENS) sur le territoire sans toutefois les identifier sur la carte proposée. **La MRAe recommande de compléter l'état initial de l'environnement par le recensement des ENS sur le territoire.**

⁷ Rapport de présentation tome 1 pages 313 et 316 et 318

⁸ Amphihalin se dit d'une espèce migrant entre le milieu marin et le milieu d'eau douce.

3 Réervoirs de biodiversité et corridors écologiques

Le rapport s'appuie sur les périmètres des milieux pour définir les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques. Le rapport ne donne cependant aucune précision sur la localisation des secteurs à enjeux spécifiques sur le territoire du SCoT liés à la préservation et à la restauration des continuités écologiques, hormis une carte⁹ des points de vigilance de la trame verte et bleue (TVB) fournie dans la partie intitulée « évaluation environnementale ».

La MRAe recommande d'accompagner la définition des continuités écologiques par une illustration permettant de visualiser clairement les espaces de biodiversité à enjeux de préservation, de restauration, voire de création.

Le rapport de présentation fait référence au schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de l'ex-région Poitou-Charentes dans l'établissement de la trame verte et bleue (TVB) du SCoT Royan Atlantique. Sur ce point, la MRAe recommande de faire figurer dans l'état initial de l'environnement la cartographie¹⁰ du SRCE correspondant au territoire du SCoT. **La MRAe relève que la TVB du SCoT ne reprend pas l'ensemble des corridors écologiques identifiés dans le SRCE. Le SCoT doit donc apporter la justification de ces choix.**

Le rapport évoque également les pressions de l'urbanisation sur les continuités écologiques en milieu urbain dont le maintien constitue un enjeu important pour le territoire. Le rapport met ainsi en avant les continuités écologiques à enjeu sur les communes du pôle de Royan, de Saujon, de Breuillet, de Saint-Augustin et de La Tremblade. Il ne propose cependant qu'une cartographie de ces continuités écologiques pour le pôle urbain de Royan. **La MRAe recommande de décliner et d'illustrer ces continuités également pour les autres communes sous pression urbaine.**

Les explications et les illustrations proposées sont donc insuffisantes. **La MRAe recommande d'apporter l'ensemble des informations nécessaires afin de garantir la prise en compte au sein du projet de SCoT des enjeux qui sont liés aux continuités écologiques.**

Afin de permettre une utilisation ultérieure de ces travaux à une échelle plus fine (documents d'urbanisme ou projets d'aménagement), la MRAe recommande d'intégrer des cartes plus précises, ainsi que l'ensemble des principes méthodologiques détaillés dans le rapport de présentation.

4 Paysage

La MRAe souligne la qualité et l'exhaustivité des analyses paysagères présentées. Le dossier identifie les enjeux concernant l'intégration paysagère des entrées de ville, des zones d'activités et des bâtiments agricoles, la préservation visuelle des lignes de crête et la qualité paysagère des nouvelles franges urbaines.

Le rapport identifie et cartographie des cônes de vue sur le littoral mais également sur les marais et les espaces naturels et agricoles. Le rapport explicite en particulier les effets négatifs de l'urbanisation linéaire le long des voies et préconise de limiter ces effets de « continuums urbains ».

La MRAe souligne également la qualité de la cartographie de synthèse des enjeux paysagers à préserver¹¹, ainsi que des zooms sur les grandes entités paysagères identifiées.

En revanche, l'analyse sur le volet du patrimoine bâti et paysager est plus succincte, le rapport évoquant la présence de nombreux sites emblématiques ou patrimoniaux sans toutefois fournir de présentation précise et détaillée. Le rapport évoque par ailleurs des enjeux liés à la fréquentation touristique des espaces sensibles et remarquables sans pour autant présenter une analyse spécifique sur cette thématique. De même, est évoquée la promotion du système bocager sans qu'aucun développement particulier sur ce point ne soit présenté. **La MRAe recommande de compléter le rapport par les analyses détaillées sur ces thématiques.**

5 Ressource en eau et gestion de l'eau

a) Ressource et qualité des eaux

Le territoire est concerné par le bassin versant de la Seudre et le bassin versant de la Gironde. Il est ainsi couvert par le Schéma de gestion et d'aménagement des eaux (SAGE) Seudre approuvé en février 2018 et par le SAGE Estuaire de la Gironde approuvé en août 2013.

La gestion de l'eau est un enjeu majeur pour le territoire qui présente une situation sous tension tant aux plans quantitatif que qualitatif, ayant des répercussions en particulier sur les activités balnéaires et halieutiques.

9 Rapport de présentation tome 2 page 162

10 La carte figure dans le rapport de présentation tome 1 page 38

11 Rapport de présentation tome 2 page 44

L'ensemble du territoire est en effet classé en zone de répartition des eaux (ZRE), caractérisant une insuffisance de la ressource en eau par rapport aux besoins et permettant d'établir des restrictions pour les prélèvements d'eau. Le rapport fait notamment état d'une pression importante liée à l'irrigation et à l'eau potable, notamment en période estivale. Malgré une diminution des volumes d'eau prélevés dans la Seudre pour l'irrigation, ce cours d'eau présente des déficits quantitatifs importants en période d'étiage. Le rapport fait état de deux masses d'eau souterraines présentant également un mauvais état quantitatif.

L'ensemble du territoire, à l'exception de la frange littorale nord-ouest de La Tremblade, est classé en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates d'origine agricole. Le rapport signale également une tendance à l'augmentation d'azote et de phosphore susceptible d'entraîner une eutrophisation¹² des cours d'eau. Les masses d'eau superficielles sont caractérisées par un état écologique moyen, voire médiocre, et la moitié des masses d'eau souterraines présente un mauvais état écologique¹³.

b) Eau potable

Le territoire du SCoT s'est doté d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable en 2018. Toutefois, les informations fournies dans le rapport sur la gestion de l'eau potable et ses améliorations potentielles restent confuses et peu précises. Le rapport indique que l'alimentation en eau potable est assurée par huit captages présents sur le territoire prélevant l'eau principalement dans les nappes souterraines du Turonien-Coniacien en bon état quantitatif. Le rapport indique également que cet approvisionnement est complété par des apports extérieurs sans aucune précision particulière. De même, les connexions entre les réseaux de distribution qui seraient à améliorer pour sécuriser l'approvisionnement du territoire devraient être détaillées.

Le dossier fait état de volumes distribués sur le territoire en augmentation depuis 2010 et de rendements des réseaux de distribution compris entre 72 et 87 %. Selon le rapport, les volumes prélevés doublent en période estivale.

La MRAe recommande d'intégrer dans le dossier des données récentes et détaillées sur les volumes prélevés. En outre, les capacités résiduelles des captages au regard des autorisations de prélèvements existantes, nécessaires pour garantir l'adéquation des objectifs du SCoT Royan Atlantique avec les capacités du territoire à s'approvisionner en eau potable, devront être précisées.

c) Assainissement des eaux usées et pluviales

Le rapport indique que l'ensemble du territoire est couvert par l'assainissement collectif permettant d'assurer le traitement des eaux usées de 93 % des habitations, y compris en période estivale. Le territoire comprend au total 23 stations d'épuration dont les capacités épuratoires théoriques sont récapitulées dans un tableau¹⁴. Le rapport ne fournit en revanche aucune information détaillée sur les performances épuratoires de chacune des stations.

La cartographie présentée permet de localiser les stations d'épuration et les communes raccordées. Le rapport mentionne en outre le projet de suppression en 2017 de la station de Semussac arrivée à saturation et le projet de desserte de la commune de Corme-Ecluse. Le tableau devrait être actualisé pour tenir compte de ces projets et complété par des données récentes sur les charges entrantes, les capacités résiduelles de chacune des stations d'épuration et leur bilan de fonctionnement notamment au regard de l'intrusion éventuelle des eaux pluviales pouvant créer des dysfonctionnements.

La MRAe rappelle que des données actualisées sur les stations présentes sur le territoire sont des données essentielles afin de mettre en perspective les capacités épuratoires avec les projets d'accueil de population.

D'autre part, le rapport fait état de 5 400 à 6 000 installations autonomes réparties sur le territoire, dont 25 % sont non-conformes en raison notamment d'installations anciennes ou présentant des dysfonctionnements. La MRAe recommande d'ajouter une cartographie permettant de localiser la répartition des installations autonomes sur le territoire.

Concernant l'assainissement pluvial, un réseau de canalisation séparatif récupère la majorité des eaux pluviales. Le rapport cartographie les secteurs sensibles aux ruissellements des eaux de pluie, facteurs de pollutions potentielles des cours d'eau. Des schémas directeurs d'assainissement des eaux pluviales sont ou seront mis en place pour 12 communes.

¹² L'eutrophisation est un phénomène naturel de pollution des écosystèmes aquatiques dû à la prolifération de certains végétaux, le plus souvent des algues, recevant en trop grande quantité les nutriments, tels le phosphore ou l'azote, nécessaires à leur développement.

¹³ Rapport de présentation tome 2 tableau page 82

¹⁴ Rapport de présentation tome 2 page 90

La MRAe recommande d'actualiser le rapport de présentation par l'état d'avancement des zonages d'assainissement afin de permettre d'appréhender les évolutions prévues en matière de gestion des eaux pluviales.

d) Qualité des eaux de baignade

Le territoire du SCoT Royan Atlantique comporte 23 plages réparties sur sept communes littorales. Le rapport¹⁵ indique que les eaux de baignade de ces plages sont classées comme bonnes et excellentes en 2015 (classement : ministère de la Santé). La MRAe recommande d'actualiser cette donnée, la qualité des eaux étant le support d'une partie importante de l'économie du territoire.

Le rapport évoque toutefois une vulnérabilité des eaux de baignade aux pollutions bactériologiques à la suite d'épisodes pluvieux. Les périodes de risques de pollution bactériologique résultent à la fois des dysfonctionnements du système de collecte des eaux usées, des apports de pollution par les réseaux pluviaux et du lessivage des sols accentué par l'imperméabilisation. Il convient de préciser que ces périodes de risque de pollution ne sont pas prises en compte dans le protocole de mesures pour le classement des eaux de baignade.

La MRAe recommande, pour une bonne information du public, de préciser que le classement des eaux de baignade ne prend pas en compte l'impact des apports en temps de pluie du réseau d'assainissement des eaux usées et pluviales. Elle considère que la qualité des eaux de baignade constitue un enjeu fort pour le territoire au-delà du seul classement de la qualité des eaux de baignade affiché dans le rapport de présentation.

6 Risques naturels et technologiques, nuisances

Les principaux risques naturels affectant le territoire du SCoT sont liés aux risques littoraux (submersion marine et érosion du trait de côte), aux inondations par débordement de cours d'eau qui concernent notamment les communes riveraines de la Seudre et aux risques de feu de forêt au sein des massifs forestiers de la presqu'île d'Arvert et de La Lande. Le rapport mentionne également une forte sensibilité du territoire aux risques de remontée de nappe phréatique et aux risques de retrait et gonflement des argiles.

À cet égard, le territoire du SCoT est en partie couvert par le plan de prévention des risques naturels (PPRN) de la presqu'île d'Arvert approuvé en 2003 qui porte sur les risques littoraux (érosion et submersion marines) et feu de forêt. Le rapport fait état également des PPRN « *Embouchure et nord Gironde* » et « *bassin de la Seudre et des marais de Brouage* » en cours d'élaboration.

La MRAe recommande d'ajouter une carte permettant d'identifier les périmètres de l'ensemble des PPRN à une échelle lisible.

En outre, si douze communes sont concernées par le territoire à risques importants d'inondation (TRI) du littoral charentais, la carte fournie dans le dossier, d'un format trop réduit, ne permet pas de visualiser les enveloppes des zones inondables potentielles. **La MRAe recommande de cartographier ce risque à l'échelle communale.**

Le rapport présente une carte hiérarchisant le niveau d'aléa du risque d'érosion côtière. Il précise que les communes littorales les plus peuplées devront repenser à moyen terme l'aménagement de leur littoral au regard des effets du réchauffement climatique sur l'élévation du niveau de la mer. Le SCoT ne propose en revanche à son niveau aucune étude prospective stratégique et solidaire entre les territoires pour un aménagement du littoral prenant en compte les risques d'érosion du trait de côte. **La MRAe considère que le dossier doit être complété sur ce point.**

Concernant les risques technologiques, le territoire est notamment concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses par le passage de canalisations de gaz qui devraient être cartographiées dans le rapport.

Concernant les nuisances, le rapport signale l'existence du plan d'exposition au bruit (PEB) de l'aérodrome de Royan-Médis. Il identifie par ailleurs les enjeux agricoles susceptibles de générer des nuisances et des conflits d'usage entre agriculture et habitat.

7 Émissions de gaz à effet de serre et gestion des besoins énergétiques

Le rapport de présentation bénéficie sur ce point d'une information qui permet une bonne appropriation de cette problématique par le public. Les données datant de 2011 et 2013 sont toutefois trop anciennes et doivent être actualisées.

15 Rapport de présentation tome 2 page 80

Le diagnostic fait état d'émissions de gaz à effet de serre (GES) liées notamment à une précarité énergétique importante du bâti et aux déplacements sur le territoire. Le rapport met notamment en évidence un potentiel conséquent de réhabilitation du parc bâti pour réduire les consommations d'énergie.

Le rapport indique en outre que la production d'énergies renouvelables sur le territoire provient en majorité de la filière bois-énergie susceptible de se développer et que la filière photovoltaïque représente un gisement potentiel de production à exploiter.

La MRAe relève que la synthèse sur cette thématique soulève un enjeu de préservation des puits de carbone sur le territoire. Ce point mériterait un développement particulier dans le rapport.

D Explications des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) définit les grandes orientations du projet politique d'aménagement de l'espace à l'horizon 2040. Le PADD est mis en œuvre par l'intermédiaire du document d'orientation et d'objectifs (DOO), qui définit les objectifs et les principes des politiques d'urbanisme et d'aménagement. Le DOO constitue une pièce importante du SCoT du fait de son caractère opposable aux documents d'urbanisme locaux.

La MRAe souligne que le DOO a été conçu de manière accessible et permet d'identifier aisément les « prescriptions », qui ont un caractère opposable. Le DOO ne comporte aucune « recommandation ». La MRAe note ainsi le choix du SCoT de donner un important caractère prescriptif au DOO en utilisant exclusivement des prescriptions, garantissant ainsi une meilleure déclinaison de ses objectifs par les documents d'urbanisme locaux. Toutefois, des prescriptions (P62 et P87 par exemple) présentent un caractère incitatif ou relevant de la volonté communale quant à leur mise en œuvre et sont plutôt du niveau de la recommandation.

La MRAe relève que le SCoT présente la particularité de prescrire des mesures (P8, P38, P92 et P262 par exemple) à la communauté d'agglomération Royan Atlantique qui est la collectivité porteuse du SCoT. Ces prescriptions concernent des actions qui auraient dû être réalisées en amont de l'élaboration du SCoT. En outre, les prescriptions ne relèvent pas toutes du champ de l'urbanisme ou rappellent les dispositions législatives et réglementaires du code de l'urbanisme sans déclinaison particulière pour le territoire du SCoT Royan Atlantique. L'ensemble de ces prescriptions revêt donc un caractère informatif.

Le DOO comprend des prescriptions numérotées mais également des prescriptions sans numérotation dans la partie 3 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral. La numérotation proposée permet une utilisation opérationnelle du DOO et devrait faciliter la déclinaison du SCoT dans les documents d'urbanisme locaux. **La MRAe recommande par conséquent de numéroté également les prescriptions de la partie 3 du DOO et de s'assurer par ailleurs de la cohérence des numérotations entre le DOO et leur report dans le rapport de présentation.**

Le DOO comprend ainsi un grand nombre de prescriptions. **La MRAe recommande de réinterroger et de trier les prescriptions du DOO pour permettre une déclinaison efficace des objectifs du SCoT dans les documents de planification.**

1 Scénarios de référence

Les explications fournies pour établir le projet démographique du SCoT Royan Atlantique sont confuses et ne permettent pas une compréhension des choix structurants du projet de territoire.

Afin de fonder son projet, le SCoT Royan Atlantique a étudié trois scénarios de projection démographique à l'horizon 2040 :

. deux autres scénarios sont évoqués : un scénario fondé sur l'accueil préférentiel des populations jeunes, âgées de 18-29 ans et un scénario fondé sur l'accueil préférentiel des familles. Les facteurs susceptibles d'attirer les populations ciblées (jeunes et familles) ne sont pas explicités. Il est évoqué toutefois des enjeux de diversification des logements, d'amélioration des équipements et d'adaptation des mobilités ;

. un troisième scénario¹⁶ dit « central », établi à partir de l'année 2013 (81 036 habitants). Il indique un accueil de population compris entre 15 000 et 18 000 habitants supplémentaires soit une population pouvant atteindre 99 000 habitants. Selon le rapport de présentation, ce scénario est fondé sur une croissance démographique « au fil de l'eau » d'environ +0,6 % à +0,7 % par an, poursuivant les tendances passées

La MRAe relève que ces scénarios ne sont associés à aucun élément chiffré relatif aux besoins potentiels en matière d'équipements, de logements et de consommation d'espaces. Aucune analyse ne permet de comparer les effets environnementaux des différents scénarios.

La MRAe rappelle que la démarche d'évaluation environnementale demande de présenter plusieurs scénarios de développement proposant plusieurs alternatives afin de retenir le scénario le plus favorable au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement du territoire.

L'accueil démographique est en particulier conditionné à une démonstration de la capacité des équipements d'assainissement à traiter les nouveaux volumes et charges de pollution induits, et de celle du réseau d'eau potable à subvenir aux nouveaux besoins.

Toutefois, le SCoT ne démontre pas l'adéquation des projets de développement avec la ressource disponible en eau potable, ni avec les capacités épuratoires du territoire. Il est d'ailleurs évoqué dans le dossier la nécessité d'une nouvelle station d'épuration à La Tremblade en remplacement de l'existante (P200).

La sensibilité des territoires littoraux aux pressions d'urbanisation et touristique implique pourtant la nécessité pour le SCoT de déterminer sa capacité d'accueil au regard de ces éléments. Le SCoT Royan Atlantique souhaite notamment orienter le développement du territoire vers une fréquentation touristique étalée tout au long de l'année et sur l'ensemble du territoire.

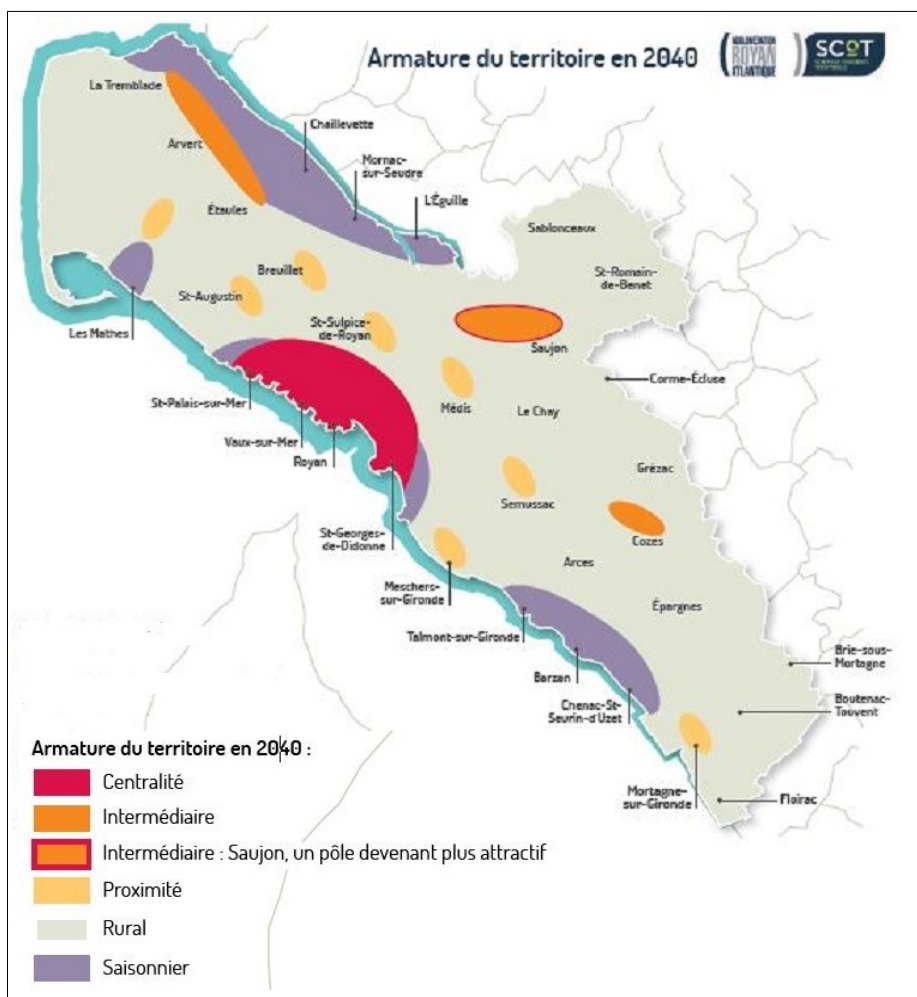
2 Structuration du territoire, projet démographique et développement de l'habitat induit

Le SCoT Royan Atlantique développe ses perspectives en se fondant sur la reconnaissance de l'armature urbaine définie dans le diagnostic¹⁷ et son confortement (carte reportée ci-après) comprenant quatre niveaux territoriaux, liés essentiellement à une approche socio-économique selon la population, l'offre d'emplois et le niveau d'équipement, de commerces et de services :

- **un pôle de la centralité** : Royan, Vaux-sur-Mer et Saint-Georges-de-Didonne étendu à Saint-Palais-sur-Mer ;
- **3 pôles intermédiaires** : Cozes, Saujon comme pôle renforcé, La Tremblade et Arvert étendu à Etaules ;
- **8 pôles de proximité** : Breuillet, Médis, Meschers-sur-Gironde, Saint-Sulpice-de-Royan et Semussac avec les nouveaux pôles de proximité de Saint-Augustin, Les Mathes et Mortagne-sur-Gironde ;
- **le secteur rural** composé des 16 autres communes.

Les secteurs de Ronce-les-Bains à La Tremblade, de La Palmyre sur la commune de Les Mathes, de La Grande Côte à Saint-Palais-sur-Mer, de Suzac à Saint-Georges de Didonne, ainsi que la commune de l'Eguille, sont marqués par une forte affluence touristique et identifiés comme **pôles saisonniers**. Le projet de SCoT prévoit d'étendre l'accueil touristique sur les franges littorales des communes de Talmont-sur-Gironde, Barzan et Chenac-Saint-Seurin-d'Uzet, ainsi que sur l'ensemble des rives de la Seudre.

Le scénario démographique retenu est un scénario issu du scénario dit « central », mais prévoyant finalement d'accueillir 20 000 habitants supplémentaires au lieu des 18 000 habitants maximum envisagés dans l'étude du scénario « fil de l'eau », portant la population à près de 101 000 habitants. Les objectifs du SCoT apparaissent ainsi sans fondement avec un projet démographique légèrement supérieur aux tendances démographiques les plus récentes, avec un taux de variation annuelle d'environ +0,8 % par an. **La MRAe recommande d'expliquer précisément les raisons qui ont prévalu au scénario retenu.**



Carte de l'armature urbaine à l'horizon 2040 (Source : DOO)

Selon le rapport, l'accueil de population implique la production de 1 100 logements par an de 2020 à 2030 et 840 logements par an de 2030 à 2040, soit près de 20 000 logements. D'après le rapport de présentation, cette production de logements serait issue de la construction neuve, de la mobilisation de logements vacants et de la réalisation d'opérations en renouvellement urbain. Cependant, le rapport ne fournit aucune explication ni en termes de besoin en logements, ni sur les modalités de production des logements sur le territoire.

La MRAe relève que la définition des quatre niveaux de polarités ne trouve aucune traduction opérationnelle dans le DOO. Les prescriptions 2 et 4 du DOO imposent de renforcer la croissance démographique des communes les mieux dotées en emplois, commerces, services et équipements et que le pôle de la centralité accueille « une grande part des nouveaux logements ».

La MRAe constate en effet que le SCoT ne présente aucune clé de répartition de l'accueil de population au sein des espaces qui le composent, ni aucune répartition de la production de logements. Ainsi, aucun élément ne vient encadrer ou privilégier le développement au sein des différents pôles identifiés. La prescription 8 du DOO prévoit la mise en place d'une gouvernance par la communauté d'agglomération Royan Atlantique qui établira cette déclinaison par commune.

Par conséquent, la MRAe considère que le projet de SCoT ne remplit pas son rôle d'encadrement des développements futurs du territoire et ne garantit pas la mise en œuvre des objectifs affichés de structuration de l'espace.

3 Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

L'objectif affiché dans le rapport de présentation est de réduire de 50 % environ la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période étudiée (1999-2014).

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020, prévoit une réduction de 50 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à celle connue entre 2009 et 2015. Le rapport¹⁸ de présentation, qui mentionne que le SCoT n'est pas concerné par le SRADDET, devra donc être actualisé.

Le SCoT prescrit des objectifs maximums de consommation foncière d'espaces « *agro-naturels* » fixés par vocation (habitat, activités commerciales, artisanales et industrielles, bureaux et tertiaires et équipements) et en fonction des polarités définies dans l'armature urbaine. Le SCoT n'intègre cependant pas de déclinaison plus fine ventilée par commune.

Le SCoT impose de prioriser les constructions en densification dans l'enveloppe urbaine avant toute extension, quelle que soit la vocation des secteurs. En contradiction avec cette prescription, le SCoT ne fournit aucune carte des enveloppes urbaines ni aucun élément méthodologique permettant de les déterminer, préalable indispensable à l'analyse homogène des capacités de densification et de quantification des surfaces en extension sur l'ensemble des communes du territoire.

En outre, aucune répartition entre les surfaces en densification et celles en extension n'est prévue dans le DOO, ce qui ne permet pas de rendre effectives les orientations affichées dans le SCoT.

La MRAe considère indispensable de compléter le document par une cartographie des enveloppes urbaines, une étude des capacités de densification et d'indiquer précisément dans le DOO la ventilation entre les surfaces prévues en densification et les surfaces en extension, et au regard des différentes vocations (habitat, activités économiques et équipements).

a) Densités et consommation d'espaces à vocation d'habitat

Le SCoT indique qu'il donne la priorité à la densification du tissu urbain pour la réalisation des logements et évalue un besoin d'extension urbaine en complément de 485 hectares.

Afin de calculer ce besoin en foncier pour l'habitat, le projet de SCoT s'est fondé sur une réduction de la consommation d'espaces de 32 % en moyenne par rapport à celle constatée pour l'habitat entre 1999 et 2014, inférieure aux ambitions de consommation d'espaces affichées.

Ces surfaces en extension ne prennent en compte ni les disponibilités dans les zones urbaines existantes ni les capacités de densification ou de mutation à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (cf. ci-dessus).

En outre, le SCoT n'impose aucun objectif chiffré pour les densités, élément pourtant indispensable pour quantifier la consommation d'espaces nécessaires à la production de logements dans le projet de développement du territoire.

La MRAe estime donc qu'il est nécessaire de revoir et d'étayer les explications et les justifications liées :

- **aux besoins en logement,**
- **à leur type de production : construction, mobilisation de la vacance, opération de rénovation urbaine, etc.,**
- **aux densités envisagées au sein du territoire, fondées sur les densités opérées dans les opérations d'aménagement les plus récentes,**
- **et aux surfaces à mobiliser nécessaires pour leur réalisation afin de permettre la mise en œuvre d'une démarche de modération de la consommation d'espaces telle que demandée par le code de l'urbanisme.**

b) Consommation d'espaces pour le développement de l'activité économique

Afin de permettre le développement des zones d'activités économiques, le SCoT envisage de mobiliser en priorité la densification et le renouvellement urbain dans les zones d'activités existantes.

Le projet évalue un besoin en extension urbaine de 54 hectares pour de nouvelles zones d'activités économiques dont 23 hectares au sein du pôle de la centralité et 29 hectares correspondant à deux réserves foncières sur les communes de Saint-Romain-de-Benet et Grézac (initialement d'une surface de 26 hectares). La MRAE recommande de mettre ces chiffres en cohérence.

18 Rapport de présentation tome 1 page 20

Le calcul des besoins fonciers pour ces zones d'activités découle d'une volonté du SCoT de réduire la consommation foncière par rapport à la consommation évaluée entre 1999 et 2014 de 50 % pour les activités artisanales et industrielles et de 67 % pour les activités commerciales, réductions compatibles avec l'objectif de réduction de la consommation d'espaces affiché dans le rapport de présentation. Ces besoins en extension auraient dû être justifiés en prenant en compte au préalable les disponibilités dans les zones existantes (13,4 ha selon le diagnostic) et les capacités de densification et de mutation dans ces zones.

Le DOO cartographie, en pages 96 et 97, la répartition des zones d'activités existantes et projetées par commune et par type de vocation (artisanales et industrielles, commerciales et tertiaire). Les deux réserves foncières ne figurent cependant pas sur ces cartes et devront être ajoutées. Ces cartographies permettent d'identifier clairement les zones d'activités qui devront être requalifiées, les extensions et les créations.

Le SCoT prévoit par ailleurs la mobilisation de 26 hectares pour les activités touristiques et de 74 hectares prévus pour les équipements.

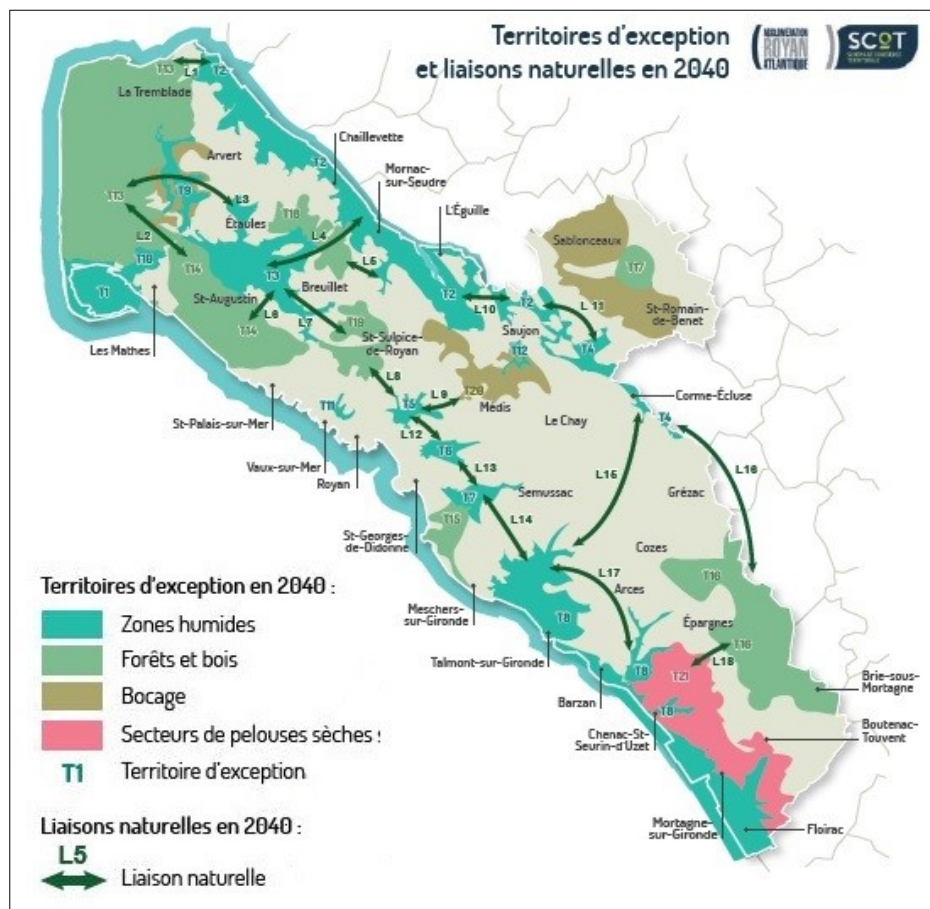
Ainsi, les surfaces sont uniquement définies à partir d'une réduction de la consommation passée.

La MRAe recommande de compléter le rapport par une analyse détaillée des besoins du territoire en termes d'équipements et d'activités économiques et touristiques, préalable indispensable à la justification du SCoT.

4 Prise en compte de l'environnement

a) Prise en compte de la trame verte et bleue

Le DOO¹⁹ comporte une carte de la trame verte et bleue (TVB) intitulée « Territoires d'exception et liaisons naturelles en 2040 » reportée ci-après. Le projet de SCoT a donc choisi de mettre en œuvre à l'horizon 2040 la préservation de quatre milieux naturels (les zones humides, les forêts et les bois, le bocage et les pelouses sèches) sectorisés en territoires d'exception (T1 à T21) et reliés entre eux (Liaisons naturelles L1 à L18). Cependant, le rapport ne fournit aucune explication sur les choix opérés ayant conduit à privilégier la préservation de certains corridors écologiques plutôt que d'autres et à redéfinir les périmètres des réservoirs de biodiversité par rapport à la carte de la TVB de l'état initial de l'environnement.



Carte des Territoires d'exception en 2040 (Source : DOO)

La MRAe relève ainsi que si le marais de Pontailac est identifié en tant que territoire d'exception (T11) dans le DOO, son périmètre est fortement réduit par rapport à celui défini dans la carte de la TVB. En outre, le corridor écologique marquant la liaison entre le marais de Pontailac (T11) et le bois de Champagnole (T19) n'a pas été retenu.

La MRAe considère que le rapport de présentation doit être complété par la justification des choix opérés en matière de préservation des continuités écologiques à l'horizon 2040, au regard notamment de la carte de synthèse de ces continuités établie dans l'état initial de l'environnement.

En outre, si le SCoT identifie le maintien des continuités écologiques en milieu urbain comme enjeu d'importance, le DOO ne formule aucune prescription affirmée en la matière et devra donc être complété.

Par ailleurs, le vocabulaire choisi pour certaines prescriptions du DOO ne permet pas de s'assurer d'une prise en compte suffisante des enjeux dégagés dans le diagnostic. Les prescriptions 15, 19 et 27 du DOO imposent la mise en œuvre d'une zone tampon inconstructible d'une largeur « *significative* » autour des zones humides, des forêts et des bois et de part et d'autre des cours d'eau, afin de protéger ces milieux. Ces prescriptions, trop imprécises, ne permettent pas de garantir une protection minimale et homogène de ces milieux naturels sur l'ensemble du territoire.

D'après le dossier, les projets²⁰ routiers envisagés dans le PADD peuvent, « *s'avérer particulièrement fragmentant* » pour la biodiversité. Les incidences environnementales potentielles de ces projets n'apparaissent pas pleinement appréhendées dans la prescription 23 du DOO qui vise à protéger les territoires d'exception de bocage.

La MRAe souligne que le DOO se contente de renvoyer la préservation de ces réservoirs de biodiversité à des travaux réalisés dans le cadre des documents d'urbanisme locaux pour « *l'application de la séquence éviter-réduire-compenser afin de garantir toute perte nette de biodiversité* ». En cela, l'évaluation environnementale du SCoT ne remplit pas son rôle. **La MRAe rappelle qu'il revient au SCoT de justifier les choix retenus et de démontrer en premier lieu la bonne mise en œuvre de la démarche d'évitement et de réduction des impacts à l'échelle de la planification stratégique du SCoT pour permettre d'encadrer les documents d'urbanisme du territoire. Le renvoi à d'autres évaluations n'est pas de nature à assurer une bonne prise en compte et une protection suffisante de l'environnement.**

b) Prise en compte du paysage

Les enjeux paysagers identifiés dans l'état initial de l'environnement ne semblent que peu encadrés par les prescriptions du DOO. La prescription 54 impose en effet de « *limiter* » l'extension urbaine linéaire, le mitage et les extensions sur les crêtes et les points hauts. La prescription 42 impose quant à elle de « *porter une attention particulière sur les lisières* » des nouvelles zones urbaines. Enfin, la prescription 48 du DOO renvoie l'identification et la mise en œuvre de la protection des points de vue remarquables aux travaux réalisés dans le cadre des documents d'urbanisme.

La MRAe recommande de traduire les enjeux paysagers identifiés dans l'état initial de l'environnement sous forme de prescriptions opérationnelles et précises dans le DOO.

c) Prise en compte des incidences Natura 2000

Selon le rapport, le DOO intègre les sites Natura 2000 « aux territoires d'exception » de la trame verte et bleue. La prescription 13 préconise la protection de ces espaces tout en permettant « *des aménagements qui ne mettent pas en péril le caractère propre à chaque territoire d'exception* ». Le rapport énonce, conclut que le projet de SCoT n'aura ainsi aucune incidence sur les sites Natura 2000. En ce sens, l'évaluation des incidences Natura 2000 du SCoT apparaît clairement insuffisante et ne permet pas d'appréhender l'impact de la mise en œuvre du SCoT sur ces espaces. L'analyse portée par le SCoT doit étudier l'ensemble des possibilités de développement offertes par le DOO pouvant avoir un impact sur les sites Natura 2000.

La MRAe estime qu'il est nécessaire que les prescriptions relatives « aux territoires d'exception » soient précisées par rapport aux enjeux et que ces prescriptions apportent en particulier des éléments suffisants de prise en compte des objectifs de conservation des sites Natura 2000.

20 Rapport de présentation tome 2 page 178

d) **Prise en compte de la ressource en eau**

Le DOO contient des prescriptions concourant à la préservation de la ressource en eau. Ainsi, le SCoT prescrit de protéger les milieux naturels contribuant à l'épuration des eaux tels que les haies bocagères, les marais, les berges des cours d'eau et leurs ripisylves.

La protection des captages d'eau potable permet également d'assurer la préservation de la qualité des eaux. En outre, la prescription 90 du DOO subordonne la réalisation de tout projet de développement de logements ou d'activités à l'adéquation entre les nouveaux besoins en eau, la capacité de production effective du captage et l'autorisation de prélèvement y compris en période estivale.

En revanche, la prescription 87 est la seule prescription proposée en matière d'économies d'eau. Elle « *encourage les initiatives de récupération des eaux pluviales* » mais s'avère peu prescriptive. **La MRAe recommande d'affirmer cet objectif visant la préservation de la ressource en eau sur ce territoire marqué par une forte pression, en lien avec les aménagements de rétention des eaux de pluie évoqués plus bas pour lutter contre le ruissellement.**

e) **Prise en compte des risques et des nuisances**

Le PADD entend « *limiter l'exposition des habitants actuels et futurs aux risques* ». La prescription 62 du DOO prévoit un positionnement et une délimitation des nouvelles zones à urbaniser excluant les zones de risque majeur ou exposées à des nuisances fortes. La MRAe relève le caractère subjectif de ces dénominations et recommande de les définir. En outre, cette prise en compte des risques et des nuisances perd son caractère prescriptif par l'ajout de la mention « *dans la mesure du possible* » !

En outre, si l'état initial de l'environnement a identifié un territoire de SCoT exposé à plusieurs risques naturels majeurs, le DOO ne formule de prescriptions que pour le risque incendie de forêt et le risque d'inondation par débordement des cours d'eau. **La MRAe recommande de compléter le DOO par de véritables prescriptions permettant de limiter l'exposition des biens et des personnes aux autres risques naturels.**

En revanche, le SCoT prévoit des prescriptions imposant la limitation de l'imperméabilisation des sols, la nécessité de l'infiltration des eaux de pluies dans les sols ou la réalisation d'aménagement de rétention des eaux pluviales. **La MRAe estime que ces dispositions sont favorables à la limitation du risque de ruissellement des eaux de pluie et par conséquent d'inondation.**

5 **Prise en compte de la loi Littoral**

La loi du 3 janvier 1986, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, impose aux documents d'urbanisme le respect de différentes règles visant notamment à la préservation des espaces et milieux les plus sensibles.

Les cartes de déclinaison de la loi Littoral présentées permettent de visualiser les enveloppes des agglomérations, des villages et des secteurs déjà urbanisés, ainsi que les espaces remarquables, les boisements les plus significatifs, les coupures d'urbanisation et les espaces proches du rivage. En revanche, les communes non concernées directement par l'application de la loi Littoral ne sont pas représentées, ce qui nuit à la perception du territoire du SCoT et ne permet pas d'assurer une continuité des protections mises en œuvre sur l'ensemble du territoire. Ainsi, la commune de Saint-Augustin, pourtant proche du littoral mais enclavée au milieu des communes concernées par l'application de la loi Littoral, n'est pas prise en compte sur ces cartes. **La MRAe recommande de faire figurer l'ensemble des communes sur les cartographies relatives à ce thème.**

a) **Espaces remarquables et boisements les plus significatifs**

La MRAe relève que la délimitation des espaces remarquables et des espaces boisés les plus significatifs s'arrête aux limites des communes littorales. Ainsi, par exemple, une partie de la forêt et des marais de Saint-Augustin, située sur la commune de Saint-Augustin, ne bénéficie pas de ces protections. Au-delà des obligations issues de la loi Littoral, et afin d'assurer une homogénéité des protections sur le territoire du SCoT Royan Atlantique, et en cohérence avec les territoires d'exception identifiés, la protection forte de ces espaces devrait s'étendre également aux communes limitrophes des communes littorales.

b) Bande littorale et espaces proches du rivage

Le SCoT a choisi de ne pas définir la bande littorale inconstructible de manière cartographique, le DOO renvoyant son identification aux travaux réalisés par les documents d'urbanisme. Le DOO délimite et cartographie trois types d'espaces proches du rivage : secteurs dont l'urbanisation est à renforcer, à conforter mais situés en milieux sensibles et secteurs à préserver. La MRAe rappelle que la délimitation de ces espaces au sein du SCoT a pour objectif d'encadrer l'utilisation de ces espaces d'interface terre-mer, soit en y interdisant l'essentiel des constructions, soit en n'y permettant qu'une extension limitée de l'urbanisation, afin de garantir la préservation de l'environnement littoral. **En l'état, la MRAe estime que les possibilités données par les dispositions du DOO et le renvoi de leur appréciation aux documents d'urbanisme, ne permet pas de s'assurer d'une prise en compte suffisante de l'environnement par le projet.**

c) Coupures d'urbanisation

Les coupures d'urbanisation constituent des espaces naturels de taille significative séparant les entités urbaines. Leur identification au titre de la loi Littoral doit conduire à leur préservation et à l'absence de toute remise en cause de leur pérennité par les développements envisagés. Le SCoT a ainsi défini et cartographié 15 coupures d'urbanisation en façade littorale et en rétro-littorale.

La MRAe relève que la coupure d'urbanisation n°4 (C4) entre l'agglomération de Saint-Palais-sur-Mer et le village de La Palmyre comprend, sans les cartographier, les zones urbaines de la commune de Saint-Augustin. Il aurait été opportun de définir les coupures d'urbanisation pour l'ensemble des communes du territoire, afin de marquer la limite maximale des enveloppes urbaines existantes et améliorer la cohérence des protections sur ces espaces.

Le dossier présente en outre des incohérences entre les développements relatifs aux coupures d'urbanisation fournis entre le rapport de présentation et le DOO. Alors que le rapport de présentation dit « s'appuyer sur les espaces naturels protégés pour établir leur épaisseur et leur longueur », les coupures d'urbanisation cartographiées ne s'appuient pas sur les contours des espaces remarquables identifiés. Le rapport de présentation indique que « ces espaces sont déclarés inconstructibles ». **La MRAe recommande de s'assurer que le DOO reprend bien ce principe d'inconstructibilité dans les coupures d'urbanisation.**

La MRAe estime que les dispositions du DOO qui permettent en outre les extensions limitées et le changement de destination des bâtiments sont susceptibles d'augmenter le mitage du territoire et de ne pas garantir la préservation des coupures d'urbanisation.

III. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Le schéma de cohérence territoriale Royan Atlantique a pour objectif d'encadrer le développement intercommunal à l'horizon 2040.

Si le rapport de présentation est dans l'ensemble relativement clair et bénéficie d'une présentation favorisant sa compréhension par le public, il est trop synthétique et ne présente pas les informations suffisantes pour comprendre les choix établis, ainsi que leurs incidences potentielles sur l'environnement. L'absence de présentation d'un bilan d'atteinte des objectifs du SCoT actuel fait en particulier défaut.

Ainsi, les objectifs de croissance démographique et de développement prévus apparaissent insuffisamment justifiés notamment au regard des besoins et de la capacité du territoire à les supporter, y compris en période estivale. La MRAe recommande d'évaluer avec précision les impacts du projet d'accueil de population permanente et saisonnière, notamment les pressions générées sur les réseaux, les équipements et sur l'environnement, en particulier dans les zones à forts enjeux.

La MRAe constate que le document d'orientation et d'objectifs (DOO) ne permet pas de garantir un développement du territoire qui suivrait l'armature urbaine définie et qui serait respectueux des milieux naturels et des paysages à enjeux.

Le projet de SCoT doit être précisé en matière d'accueil de population, de besoin et de production en logements, de modération de la consommation d'espaces et de répartition des espaces urbains et à urbaniser. Des compléments à caractère opposable sont nécessaires pour s'assurer que les objectifs affichés seront suivis d'effets dans les documents d'urbanisme. En l'état du DOO et des explications fournies, les prescriptions ne sont ni assez précises, ni suffisamment opérationnelles.

Elle estime que les nombreux manques du dossier ne permettent pas d'assurer une prise en compte suffisante des incidences du SCoT sur l'environnement, ni d'encadrer, comme c'est sa finalité, les documents d'urbanisme locaux qui devront lui être compatibles.

Pour l'ensemble de ces raisons, la MRAe considère que le projet de SCoT doit être repris.

À Bordeaux, le 8 avril 2020

Le président de la MRAe
Nouvelle-Aquitaine

Signé

Hugues AYPHASSORHO